

Groupement Hospitalier de Territoire Le Ministère tente le coup de Force !

C'est en pleine pandémie et d'état d'urgence, à l'heure où les hospitaliers sont aujourd'hui encore « *les mains dans le cambouis* » et épuisés par les longs mois de travail sous pression, que le Ministère de la Santé tente un passage en force en nous proposant un texte rendant les GHT encore plus intégratif. Il prétexte une fenêtre de tir « législative » (c'est-à-dire un calendrier législatif étriqué) restreinte jusqu'au 24 février. C'est tambour battant que les réunions s'enchaînent. Est-ce bien raisonnable en cette période ? Nous avons signifié au Ministère qu'il était prématuré de lancer ce chantier ! En effet, le Rapport Claris, base des préconisations du texte proposé, ne prend pas en compte le bilan de la pandémie. Et pour cause celle-ci étant loin d'être terminée. L'obstination dogmatique et idéologique s'apparente une nouvelle fois à vouloir « mettre la charrue avant les bœufs », d'autant que le projet prévoit la fusion des instances, la « mutualisation » des moyens la création d'instances décisionnelles au niveau du GHT, une harmonisation du temps de travail, des primes, du salaire de tous les agents, médecins compris !! Nous ne serons donc qu'à 2 doigts de la création d'un seul établissement par bassin de vie avec tout ce que cela comporte en termes de complexité dans la gestion des personnels (mobilité forcée, révision des protocoles 35H, valeur des gardes et astreintes etc...) Penser que l'harmonisation sera faite par le haut reste utopique !.

Les directeurs d'établissement, conscients de l'instabilité juridique de certains éléments du texte n'y sont d'ailleurs pas favorables en l'état. Mais une partie de corps médical semble prompt à appliquer le texte immédiatement. Et oui, il y a quelques années les directeurs s'étaient fait piéger. Ils devaient devenir les grands managers de l'hôpital ! Ils ont rapidement déchanté et compris qu'ils étaient devenus les administrateurs des ARS ! Certains médecins veulent aujourd'hui le pouvoir à l'hôpital. Ils manquent cruellement de mémoire, car les médecins « directeurs » on a connu cela dans le passé ! Contraints par les choix budgétaires, ils en sont revenus à ne vouloir faire que du soin et laisser les directeurs administrer la pénurie à l'hôpital.

De plus le texte présenté ne tient pas compte d'une évidence démontrée en pleine gestion de la crise sanitaire ; la nécessité de maintenir et même de renforcer l'instance du CHSCT dans la FPH. La crise COVID nous a démontré qu'elle avait toute sa place dans sa forme actuelle. La cerise sur le gâteau est la volonté du gouvernement de vouloir renforcer le dialogue social tout en fusionnant des instances qui aujourd'hui n'existent pas encore à savoir les CSE (instance qui doivent remplacer le CTE).

Force Ouvrière exige l'abandon de ce texte immédiatement. Dans le cas contraire Le message envoyé aux hospitaliers serait catastrophique.

Nous mettons en garde le gouvernement, sur son empressement à vouloir imposer ses décisions en profitant de la situation pandémique. Ce choix serait

pour Force Ouvrière une réelle provocation ! D'autant qu'au minimum la gestion de la pénurie de masque, de test et maintenant de vaccin doit être intégrée dans le futur bilan.

La Fédération FO-SPS estime qu'il est impératif d'attendre que la crise sanitaire soit passée pour établir un bilan sérieux, ceci afin de revoir le fonctionnement des structures et entrevoir un changement de paradigme et ce quoiqu'il en coûte.

Il ne faut pas confondre vitesse et précipitation !

Le secrétariat fédéral

Paris, le 8 février 2021

Contact presse : 0664906603

Fédération des Personnels
des Services Publics et
des Services de Santé
Force Ouvrière

www.fo-publics-sante.org
fo.sante-sociaux@fosps.com
fo.territoriaux@fosps.com

Tél. : 01 44 01 06 00

153 - 155 rue de Rome
75017 PARIS